



Rapport d'information

Renforcer la diplomatie féministe face au risque de backlash global

La France, aux côtés de ses partenaires internationaux, a un rôle moteur à jouer pour porter un contre-discours, bâtir des alliances, soutenir les mouvements féministes et défendre, dans la durée, une vision exigeante des droits humains.

Extrait du rapport



Rapporteurs

Mme Marie-Noëlle Battistel

Députée de l'Isère, SOC

M. Guillaume Gouffier Valente

Député du Val-de-Marne, EPR



Résumé

✦ Les objectifs de la mission d'information

Si depuis 2019 la France s'est dotée d'une diplomatie féministe structurée et transversale, celle-ci se déploie dans un contexte de backlash global, marqué par la montée en puissance de mouvements anti-droits de plus en plus organisés, financés et coordonnés à l'échelle transnationale.

C'est dans ce contexte que Mme la députée Marie-Noëlle Battistel et M. le député Guillaume Gouffier Valente ont conduit une **mission d'information** consacrée à **la diplomatie féministe face au risque de backlash global**.

Les auditions menées auprès de chercheurs, d'acteurs de la société civile, d'organisations féministes, de diplomates et d'agents de l'État ont permis d'établir une analyse précise de la stratégie française, d'en identifier les forces et les vulnérabilités, et de formuler des pistes d'action.

🗨️ Constat principal

Les travaux mettent en évidence l'émergence de mouvements anti-droits et anti-genre transnationaux, structurés et hétérogènes, reposant sur des alliances entre conservateurs, extrêmes droites, réseaux religieux et courants masculinistes. Face à ce backlash global, la diplomatie féministe demeure fragile et ses acquis restent réversibles. Ainsi, le rapport formule **53 recommandations pour renforcer la diplomatie féministe française et lui permettre de répondre à la hauteur des enjeux**.





Une diplomatie féministe revendiquée par la France depuis 2019

Depuis 2019, la France s'est dotée d'une diplomatie féministe qui constitue l'un des marqueurs les plus structurants de son action extérieure. Dotée d'une **stratégie renouvelée pour 2025-2030**, cette diplomatie est portée de manière transversale et soutenue par des opérateurs identifiés. Des outils concrets existent, ils ont eu des effets réels et il faut continuer de les mettre en œuvre et de les pérenniser dans le temps.

Pourquoi renforcer aujourd'hui et demain une telle diplomatie ? Parce que **défendre les droits des femmes c'est poser les conditions de la paix, de la sécurité et du développement**. C'est aussi défendre la démocratie, l'État de droit et le multilatéralisme. Ce choix n'est ni symbolique ni moral. La diplomatie féministe est une **diplomatie lucide et de combat**. C'est de la realpolitik augmentée visant à renforcer l'accès aux droits de chacune et chacun, et à construire un monde plus juste et durable.

Le **Fonds de soutien aux organisations féministes** (FSOF), destiné à financer les organisations locales qui agissent au plus proche des populations, et le lancement de l'Alliance féministe francophone.

Les contributions aux agences onusiennes : **Fonds des Nations Unies pour la population** (FNUAP) et **ONU Femmes**.

L'investissement dans les fonds multilatéraux comme le **Fonds mondial pour les survivants et survivantes de violences sexuelles liées aux conflits**.

Une culture d'action en construction, qui place les droits des femmes et les droits et santé sexuels et reproductifs au cœur des enjeux géopolitiques.

La **constitutionnalisation** de la liberté de recourir à **l'interruption volontaire de grossesse (IVG)**, le 8 mars 2024, confère à la France une responsabilité politique particulière sur la scène internationale.



Une offensive anti-droits coordonnée, financée et dangereuse : un défi stratégique majeur pour la France

La diplomatie féministe est aujourd'hui confrontée à un **backlash global**, marqué par la montée en puissance de mouvements anti-droits de plus en plus organisés, financés et coordonnés à l'échelle transnationale. Or, l'histoire récente le montre avec constance : **les attaques contre les droits des femmes et des minorités de genre constituent presque systématiquement un signal faible – puis fort – de basculement autoritaire**. Ce qui est en jeu aujourd'hui dépasse donc largement la question de l'égalité : **ce sont les équilibres démocratiques internationaux eux-mêmes qui sont menacés**.

Les travaux mettent en évidence **l'émergence de mouvements anti-droits et anti-genre transnationaux**, structurés et hétérogènes, **reposant sur des alliances entre conservateurs, extrêmes droites, réseaux religieux et courants masculinistes**. La convergence de ces agendas conservateurs s'articule autour de la remise en cause des acquis normatifs internationaux, en **ciblant prioritairement l'égalité de genre et les droits sexuels et reproductifs**. Recourant à la désinformation, à la captation du langage des droits, à l'usage massif du numérique et à l'investissement stratégique des enceintes multilatérales, ces mouvements constituent une menace directe pour les droits des femmes et, plus largement, pour l'État de droit et la démocratie – une dynamique en nette accélération depuis l'investiture de Donald Trump.

Un écosystème organisé autour de 5 piliers ¹

Le pôle religieux : matrice idéologique et entrepreneuriale



Le Saint-Siège, historiquement moteur de la conceptualisation de la notion de « théorie du genre », conserve une influence déterminante dans les enceintes multilatérales. À ses côtés, l'Église orthodoxe russe a pleinement intégré le discours anti-genre à une vision civilisationnelle opposant valeurs « traditionnelles » et Occident libéral.

La société civile confessionnelle et conservatrice : professionnalisation et internationalisation



À partir des années 2000, des organisations issues des mouvements anti-IVG et anti-mariage pour tous se sont structurées et professionnalisées. Elles opèrent comme des acteurs de plaidoyer à part entière, présents à Strasbourg, Bruxelles, Genève et New York.

Le pôle politique : du soutien discret à l'épicentre du mouvement



Un basculement majeur est intervenu lorsque ces organisations de la société civile confessionnelles ont trouvé des alliés directs au sein des partis politiques, d'abord dans la démocratie chrétienne européenne, puis, de manière croissante, au sein de l'extrême droite.

La production de connaissances : think tanks et fondations comme armes normatives



Depuis environ sept ans, l'Europe voit émerger une infrastructure intellectuelle conservatrice, incarnée notamment par des think tanks comme MCC en Hongrie, Vox en Espagne, ou des fondations transnationales en lien étroit avec les États-Unis et la Pologne.

La dimension géopolitique : vers une diplomatie anti-genre assumée



Enfin, lorsque ces partis accèdent au pouvoir (Italie, Hongrie, Russie, Argentine, certains pays d'Amérique latine), une diplomatie anti-genre se déploie.



Des moyens considérables au service d'un agenda anti-droits qui menace nos démocraties

La bataille du récit : désinformation, banalisation des violences

Il ne s'agit pas seulement de produire des discours hostiles, mais de reconfigurer durablement les cadres cognitifs, émotionnels et politiques à travers lesquels les droits humains sont perçus.

Inversion des valeurs et captation du langage des droits

Les notions de « protection de l'enfance », de « liberté religieuse », de « liberté d'expression » ou de « neutralité » sont retournées pour saboter les avancées féministes et LGBTQIA+.

Le rôle central du numérique : viralité, radicalisation et effet multiplicateur

Les acteurs anti-droits exploitent pleinement les logiques algorithmiques : viralité, chambres d'écho, anonymat et monétisation de la haine.

Banalisation des violences et continuum entre haine en ligne et violences hors ligne

Les attaques répétées contre les féministes, les personnes LGBTQIA+, les chercheurs en études de genre et les militants des droits humains contribuent à normaliser l'agression verbale, à délégitimer les victimes et à créer un climat d'intimidation.

La cible prioritaire : les droits et santé sexuels et reproductifs (DSSR)

Les DSSR constituent le cœur stratégique de l'agenda anti-droits. La remise en cause de l'avortement, de la contraception, de l'éducation complète à la sexualité et des soins de santé reproductive est systématiquement présentée comme une défense de la « vie », de la « famille » ou de la « souveraineté nationale ».

Chiffres clés

Les financements alloués aux mouvements anti-droits et anti-genre ont connu **une hausse exponentielle, dépassant un milliard de dollars entre 2019 et 2023 pour la seule Europe**, contre 707 millions de dollars sur la période 2009-2018.

Aux **États-Unis**, entre 2019 et 2023, **104,3 millions USD** ont été investis par dix acteurs clés

La **Russie** s'est imposée comme un acteur central du mouvement anti-genre mondial, injectant **212 millions USD** entre 2019 et 2023.



Face à ce backlash global, la diplomatie féministe demeure fragile et ses acquis restent réversibles

Les **contraintes budgétaires**, les **contradictions de mise en œuvre**, l'**insuffisante appropriation interministérielle** et certains **angles morts thématiques** – justice économique de genre, articulation entre genre et climat ou entre genre et handicap, inclusion des personnes LGBTQIA+ – affaiblissent l'impact réel de cette politique, au moment même où les forces anti-droits se radicalisent.

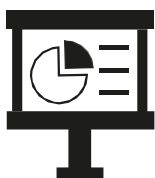
En outre, la **perpétuation d'inégalités structurelles internes** – écarts salariaux, d'accès à des postes de responsabilité, d'éducation – menacent l'ancrage durable de cette politique étrangère féministe.

FOCUS : la place du handicap dans la stratégie nationale, une invisibilisation qui ne doit pas perdurer

Représentant jusqu'à 22 % de la population féminine, les femmes handicapées sont largement exposées à la pauvreté et exclues des systèmes politiques, économiques, sanitaires et éducatifs. Elles sont également davantage exposées aux violences, étant deux fois plus à risque de subir des violences domestiques que les femmes non handicapées.

Pourtant, celles-ci demeurent largement ignorées par les législations sur les violences basées sur le genre, et omises dans les cadres légaux nationaux. En France, la dernière stratégie de diplomatie féministe ne mentionnant le handicap qu'une fois et jamais le validisme. Cette invisibilisation est aujourd'hui renforcée par deux dynamiques : la baisse des crédits d'aide publique au développement – contraignant à concentrer les actions sur des priorités générales, au détriment de la diversité des bénéficiaires – et la montée des mouvements anti-droits, qui remettent en cause les politiques d'inclusion.

Pour compenser leur vulnérabilité et parce que leur résilience en fait des actrices essentielles du changement, il est donc primordial que la France intègre les femmes handicapées dans sa diplomatie féministe.



Des moyens budgétaires hélas devenus des variables d'ajustement

Pour l'exercice 2026, le document de politique transversale (DPT) extérieur recensant l'ensemble des politiques en faveur de l'égalité de genre déployées en dehors du territoire national, poursuit la baisse amorcée au PLF 2025. Ainsi, pour l'exercice 2026, le DPT extérieur valorise au total 691 M€ d'AE et 437 M€ de CP. Par rapport à 2025, la baisse des CP est limitée à seulement 19 M€, en revanche les AE perdent 237 M€.

LES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT



Assumer un engagement politique de très haut niveau, partout et tout le temps

La défense des droits des femmes et de l'égalité de genre doit être portée explicitement au plus haut niveau politique, dans toutes les enceintes internationales. **Les grandes échéances multilatérales** — CSW, G7, G20 — **doivent devenir de véritables points d'appui stratégiques de la diplomatie féministe française**, avec une représentation politique forte, visible et cohérente. Cette mobilisation implique une **diplomatie offensive sur les priorités clés** (DSSR, prévention des violences, agenda « Femmes, paix et sécurité », lutte contre les violences en ligne), fondée sur les données, la recherche et l'anticipation des stratégies anti-droits. C'est à cette condition que la France pourra articuler efficacement action diplomatique, diplomatie parlementaire et société civile.



Financer pour agir, protéger et résister

Les organisations féministes, en particulier locales, sont en première ligne face au backlash, tout en étant les premières victimes des restrictions budgétaires. Vos rapporteuses soulignent la nécessité de **sanctuariser et renforcer durablement les financements dédiés à l'égalité de genre**, y compris pour la société civile. Sans moyens prévisibles et suffisants, il ne peut y avoir ni résilience démocratique ni efficacité sur le terrain. L'intégration systématique du genre dans les politiques climat, santé, agriculture ou éducation doit s'accompagner d'indicateurs clairs et de financements à la hauteur des engagements affichés.



LES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT



Structurer des alliances politiques face au backlash transnational

La fragmentation des cadres normatifs internationaux impose de **consolider un noyau dur d'États moteurs** partageant une lecture stratégique des enjeux d'égalité. **L'Union européenne** doit être pleinement mobilisée **comme levier central**, en articulation avec des coalitions volontaires. Cette stratégie passe par une coordination renforcée entre niveaux bilatéral et multilatéral, une adaptation fine aux contextes locaux et un dialogue structuré et permanent avec les mouvements féministes. **L'implication des parlementaires** et la mise en réseau des acteurs institutionnels et associatifs sont essentielles pour renforcer la capacité de réaction collective face aux offensives conservatrices.



Renforcer le pilotage, la redevabilité et l'institutionnalisation

La crédibilité de la diplomatie féministe repose sur sa capacité à produire des effets mesurables. Cela suppose un **pilotage interministériel renforcé**, des **indicateurs robustes**, des **données genrées fiables** et un **cadre clair de redevabilité**. La formation des cadres, le mentorat pour l'accès des femmes aux postes de décision et la mobilisation du réseau consulaire comme soutien aux défenseuses des droits doivent devenir des priorités opérationnelles. Un **suivi transparent**, associant le Parlement et la société civile, est indispensable pour garantir la cohérence et la durabilité de l'action française.





Notes

A series of horizontal dashed lines for taking notes.





Notes

A series of horizontal dashed lines for taking notes.





Notes



A series of horizontal dashed lines for taking notes.

